

Editorial

Dans le monde de la coopération au développement, les programmes d'amélioration des conditions d'hygiène ont longtemps manqué de sources de financement. En consacrant l'un de ses sous-objectifs à ce problème, l'Agenda 2030 de développement durable entend inverser cette tendance.

En effet, près d'une personne sur trois dans le monde vit sans aucune installation sanitaire à domicile. A des conditions de vie souvent inconfortables viennent se greffer de nombreuses autres difficultés, qui affectent particulièrement les femmes et les filles. L'absence de latrines à domicile est source d'insécurité pour toute femme qui doit s'aventurer à l'extérieur des zones habitées. En période de menstruation, beaucoup de femmes et de jeunes filles ne peuvent pas exercer leur activité lorsque les équipements sanitaires sont insuffisants sur leur lieu de travail ou leur école.

Forte de l'expertise de ses programmes globaux dédiés à l'eau et à la santé, la DDC collabore avec une grande diversité d'acteurs. Elle contribue à diffuser des solutions innovantes en mettant à profit l'expérience des ONG sur le terrain, mais également en sollicitant l'expertise d'institutions de recherche et le savoir-faire de start-ups suisses. En favorisant un accès universel à des installations sanitaires de proximité, la DDC contribue de manière concrète à l'amélioration de l'hygiène publique et des conditions de vie des personnes les plus vulnérables.

Bonne lecture !

Dominique Favre, Vice-directeur adjoint

L'hygiène publique et la dignité des femmes



Des élèves se lavent les mains devant des latrines à l'école primaire de Mirieyi, dans le district d'Adjumani, au nord de l'Ouganda.

Photo: UNICEF/Vassie

L'hygiène publique est un des parents pauvres des programmes de développement. Pour les filles et les femmes, ce retard représente une menace pour la santé et la sécurité, un frein à leur développement ainsi qu'une atteinte à leur dignité.

Le 28 mai 2014 au matin, deux cousines de quatorze et quinze ans ont été retrouvées pendues à un manguier dans un village de l'Uttar Pradesh, en Inde. Pour la famille et les villageois, la cause était claire: sorties de nuit pour aller aux toilettes dans un champ éloigné de la maison, les deux jeunes filles s'étaient fait violer par un groupe de garçons, puis tuer. C'est en tout cas la conclusion de la première enquête de police. Une seconde enquête a conclu qu'il pourrait s'agir d'un suicide ou d'un crime d'honneur. Quelle que soit la vérité, un constat fait froid dans le dos: le risque de se faire agresser en allant aux toilettes lorsqu'on est une fille fait partie des éventualités admises dans certaines régions du monde. Ces cas passent généralement totalement inaperçus, faute d'être dénoncés.

Cette réalité n'est toutefois que l'aspect le plus choquant d'une discrimination plus large. Quelque 2,4 milliards de personnes n'ont accès à aucune installation sanitaire de base dans le monde, 663 millions sont privées d'eau propre, près d'un milliard n'ont même pas accès à des latrines et sont obligées de déféquer à ciel ouvert. Si le manque d'accès à des toilettes décentes et à de l'eau propre est un problème de santé publique pour l'ensemble de la population, les filles et les femmes sont particulièrement pénalisées.

Les toilettes, zones de danger

Dans une étude menée en 2009 au Swaziland, on a demandé à des adolescentes

de photographier les lieux où elles se sentaient le moins en sécurité dans leur école. Les toilettes ont été désignées comme une des zones les plus dangereuses. Les risques de viol y étaient minimes mais la peur d'une agression bien réelle, sans compter l'humiliation de devoir s'y rendre sous les quolibets des garçons. Cette vulnérabilité n'est que le miroir d'une inégalité de genre plus générale. Elle devient très concrète et quotidienne lorsque des toilettes communes sont éloignées des habitations, qu'elles se réduisent à quatre parois en tôle dont une porte qui ferme à peine, quand ce n'est pas un simple tissu. Dans ces conditions, les filles et les femmes préfèrent souvent se rendre dans les champs et de nuit, avec tous les risques que cela comporte. Seule l'installation de toilettes à proximité immédiate des maisons permet de réduire cette insécurité.

L'existence de latrines où les excréments ne sont pas proprement isolés de tout contact humain pose par ailleurs un grave problème de santé publique. Des latrines sans fosse ou système d'évacuation sont en effet susceptibles de polluer les sources d'eau propre et potable. Même si la grande majorité de la population mondiale dispose d'une source dite « améliorée », c'est-à-dire protégée de toute contamination extérieure, dans certaines régions entre 50% et 80% de l'eau est polluée avant d'atteindre le consommateur lors du transport par citernes, dans les canalisations ou dans de simples récipients. Quelque 700'000 enfants en bas âge meurent chaque année de diarrhées provoquées par de l'eau insalubre, soit 2'000 par jour. Là encore, les femmes sont les plus touchées car elles supportent souvent seules le soin aux enfants et jouent un rôle clé dans leur éducation à la propreté.

Une mesure d'hygiène simple et bon marché pour diminuer les risques sanitaires passe par le lavage des mains. Les campagnes de sensibilisation ont montré leur efficacité, pour autant que les gens disposent d'eau et de savon à la maison ou dans un lieu adéquat. Les conditions d'hygiène à domicile sont en première ligne, mais l'attention se porte aussi sur l'environnement scolaire et professionnel.

Respecter les besoins sanitaires des femmes

Ces conditions de propreté de base sont particulièrement importantes pour les filles et les femmes au moment de leur menstruation. Selon l'UNICEF, 83% des filles au Burkina Faso et 77% au Niger ne disposent d'aucun endroit dans leur école pour prendre soin d'elles durant leurs règles. Ces pourcentages se retrouvent sans aucun doute dans de nombreux pays. Conséquences: afin d'éviter des conditions déplorables et humiliantes, un nombre important de filles manquent l'école près de cinq jours par mois. Le même sort les attend lorsqu'elles seront adultes, puisque très souvent le lieu de travail n'offre pas de lieu propre et accessible pour une hygiène intime. Les jours de travail manqués se traduisent par une diminution de revenu. Aux aspects strictement sanitaires s'ajoutent les tabous attachés aux règles dans de nombreuses sociétés: souvent exclues socialement, les filles et les femmes vivent leurs menstruations partagées entre la honte et la peur, qui se transmettent ainsi de mère à fille. La lutte contre ces tabous passe par l'éducation de toute la population.

Des exemples à suivre

L'éducation constitue l'une des composantes d'un programme mis en place avec succès en zone rurale au Pérou, et dont la Colombie est en train de s'inspirer. Cette approche globale, dite SABA+, comprend la distribution et l'assainissement de l'eau dans les maisons, une assistance technique, la sensibilisation à l'hygiène dans les écoles et auprès des institutions, ainsi qu'une meilleure coordination entre tous les acteurs. Le programme, qui est lui-même basé sur des projets pilotes antérieurs dans les Andes du sud, a été initié en 1995 dans les régions de Cusco et de Cajamarca. Il s'est étendu par étapes aux niveaux régional, national et maintenant international. L'extension du programme SABA+ à la Colombie, actuellement au stade des échanges d'information, fait suite à la demande des autorités de ce pays. Celles-ci souhaitent intégrer ce programme à leurs efforts de pacification dans les régions rurales. La DDC s'est impliquée dans le projet SABA+ non seulement en tant que donateur, mais également en fournissant une expertise, pour s'assurer de son

caractère durable. Les gouvernements du Panama, du Brésil, de la Bolivie et de l'Équateur se sont montrés intéressés à reprendre le modèle mis en place au Pérou.

Le développement durable passe par l'hygiène

Malgré de notables progrès, l'hygiène publique figurait toujours dans l'ombre d'autres Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies tout au long des années 2000. Rien de très étonnant: le thème n'est pas très porteur et manque de sources de financement. Il est toujours plus valorisant pour les autorités ou les donateurs d'inaugurer une école que des latrines. Or l'expérience montre que l'implication des gouvernements au plus haut niveau est indispensable à une amélioration de la situation. L'accès à l'eau et à l'assainissement est d'ailleurs reconnu par les Nations Unies comme un droit humain depuis 2010.

La leçon des OMD a porté ses fruits. L'un des Objectifs du développement durable (ODD), qui ont pris le relais depuis 2015, est consacré spécifiquement à l'eau et notamment à la bonne gestion de son cycle complet, qui va de son usage à son assainissement. De nombreux projets ont été mis sur pied dans le passé sans une attention suffisante à ce cycle sur la durée. L'actuel sixième Objectif de développement durable se décline en six «cibles» interdépendantes, dont l'une (6.2) s'engage précisément à «assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, ainsi qu'à mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable» d'ici à 2030. ■



Programme d'assainissement au Cambodge.
Photo: WSSCC/Seiha Tiep

Une alliance pour l'hygiène publique

Le partage des informations et de l'expertise entre associations permet de stimuler l'innovation et de répliquer ce qui a fait ses preuves. Forte de cette conviction, la DDC a encouragé dès 2011 huit organisations non gouvernementales à former un «Consortium d'ONG suisses sur l'eau et l'hygiène publique». Swissaid, Helvetas, Swiss Inter-cooperation, Caritas, Terre des Hommes, la Croix-Rouge suisse, l'Entraide protestante (EPER), Action de Carême et Solidar Suisse ont ainsi été amenées à mettre en commun leur savoir-faire et à s'accorder sur des procédures d'intervention communes sur le terrain.

Le projet «Blue School» («École bleue») est un cas emblématique. Ce programme a pour but de sensibiliser les écoliers au cycle de l'eau, à son usage et à son traitement, afin de faciliter l'acquisition de comportements vertueux. Il comprend aussi la construction de latrines séparées pour filles et garçons. Mais ce programme vise explicitement à accroître les connaissances et l'expertise des partenaires du consortium et du secteur de l'eau en général, afin de faciliter la dissémination des bonnes pratiques. Lancé d'abord au Bénin par Helvetas, le projet Blue School a été repris au Népal par cette même organisation, en collaboration avec la Croix-Rouge suisse et Terre des Hommes. Il doit être étendu à quatre autres pays.



Lavage des mains dans le cadre d'un programme «Ecoles bleues» au Bénin. Photo Helvetas/Simon B. Opladen

Au Bangladesh, Terre des Hommes partage le même objectif de coopération avec les antennes suisse et bangladaise de Caritas. Le but principal de son programme dans les districts de Kurigram et Barguna est de diminuer les risques de maladies liées à l'eau chez les mères et les enfants. Cela inclut l'ensemble des mesures d'amélioration de l'hygiène au domicile, dans les écoles et les centres de santé.

Une évaluation de la première phase, en 2013, a montré que les échanges entre ces huit organisations suisses ont porté leurs fruits. L'un des objectifs était d'augmenter fortement le nombre de personnes ayant accès à l'eau (pour la consommation et l'agriculture

familiale) et à l'assainissement dans des zones rurales des pays les plus pauvres. Les objectifs de cette première phase ont été dépassés, ce qui a amené la DDC à soutenir ces huit organisations jusqu'en 2017. ■

Trois questions à ...



Photo: SWA

Catarina de Albuquerque, première rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement (2008–2014) et présidente exécutive du partenariat mondial Assainissement et eau pour tous.

Une hygiène déficiente entraîne des problèmes de santé, mais nuit aussi au développement. Dans quelle mesure?

Les problèmes d'assainissement influencent profondément de nombreux aspects du développement. Par exemple, beaucoup d'enfants atteints de diarrhée souffrent ensuite de malnutrition. Mais les dommages vont au-delà des considérations physiques et affectent le développement psychique des enfants. Ils ont des effets néfastes sur toute la durée d'une vie, que ce soit au niveau de l'éducation, de l'état de santé ou des perspectives de travail. Par ailleurs, certaines conséquences sont plus indirectes: une école qui n'est pas équipée d'installations sanitaires adéquates aura des difficultés à garder ses élèves et ses enseignants.

Quels sont les principaux obstacles à la mise en place d'installations sanitaires qui répondent aux besoins des femmes et des filles?

L'un des obstacles est l'absence de conscience des besoins de ce groupe cible. Les hommes qui conçoivent les installations sanitaires sans la participation de femmes et de filles ne connaissent pas ces besoins ou n'en tiennent pas compte. La menstruation est encore un grand tabou. Lors de la dernière réunion ministérielle du partenariat mondial Assainissement et eau pour tous, que j'ai présidée,

nous avons pris sciemment la décision d'inscrire à l'ordre du jour les problèmes d'assainissement, de défécation en plein air et de menstruation afin de garantir qu'ils soient discutés et pris en compte par les ministres du monde entier.

Êtes-vous optimiste quant aux investissements que les gouvernements et les donateurs se sont engagés à faire en matière d'assainissement des eaux, conformément aux Objectifs de développement durable?

Oui, je suis optimiste et, en tant que présidente du partenariat mondial Assainissement et eau pour tous, je travaillerai pour obtenir des résultats tangibles. Mais les besoins n'en restent pas moins énormes, et les défis n'ont pas encore été complètement mis en lumière. Il se peut qu'on choisisse les mauvaises solutions. Nous devons analyser les obstacles qui se dressent sur notre route afin de pouvoir faire les bons choix sur la façon d'investir les ressources disponibles et de lever d'autres fonds. Les Objectifs de développement durable ne demandent pas seulement un investissement accru, ils exigent aussi que nous repensons le développement. Tous les partenaires du développement doivent s'engager davantage et se pencher sur les possibilités de faire de l'égalité, et notamment de l'égalité des sexes, une réalité.

Un réseau pour changer les comportements

En avril 2015, un terrible tremblement de terre secouait le Népal, entraînant la suspension de nombreux programmes de développement au profit de l'aide d'urgence. Ce fut le cas des campagnes pour l'hygiène publique. Dans cinq districts qui avaient réussi à pratiquement éliminer la défécation à l'air libre (dont trois totalement), nombre de toilettes avaient été gravement endommagées. Lors des reconstructions, des volontaires ont constaté que, malgré cette situation, les villageois avaient continué à utiliser leurs nouvelles latrines. C'était la preuve que l'approche visant à inculquer des changements de comportement en matière d'hygiène fonctionnait.

L'approche «Community-Led Total Sanitation» (CLTS), qui promeut la prise en charge de l'hygiène publique par les communautés locales, inclut justement des formations afin de souligner l'importance d'une évolution des comportements. Cette approche est soutenue notamment par le «Fonds global pour l'hygiène publique» («Global Sanitation Fund», ou GSF). Le GSF

est un fonds dédié à l'amélioration des conditions sanitaires et de l'hygiène. Créé en 2008, il est pour ainsi dire le bras armé du «Conseil collaboratif sur l'accès à l'eau et aux systèmes sanitaires» («Water Supply and Sanitation Collaborative Council», ou WSSCC). Le WSSCC se dit «au cœur du mouvement global pour améliorer les systèmes sanitaires et l'hygiène pour tous». Il est le seul organisme lié aux Nations Unies qui se consacre uniquement à cette question.

Depuis 25 ans, le WSSCC a établi un réseau entre communautés locales, ONG, gouvernements, organisations internationales et secteur privé dans 150 pays. Dans les pays en développement, il soutient des coalitions nationales dans ces domaines souvent laissés pour compte. Le WSSCC veille notamment à ce que les gouvernements prennent des mesures pour promouvoir un accès égal au système sanitaire pour les femmes, les filles et les groupes marginalisés.

La particularité du GSF est d'intervenir à très large échelle en appuyant des programmes nationaux d'hygiène et d'assainissement dans treize pays présentant des lacunes sérieuses. Jusqu'en décembre 2015, son action avait déjà permis à 6,6 millions de personnes de s'équiper de toilettes améliorées, à près de 11 millions de gens de vivre dans un environnement sans défécation à l'air libre, et à 15,6 millions de personnes d'avoir accès à des installations permettant de se laver les mains au savon.

Le WSSCC, dont la Suisse est membre fondateur et influent dès l'origine, est le partenaire opérationnel du Programme global Eau de la DDC. Celle-ci a notamment contribué ces dernières années au domaine Communication et plaidoyer du WSSCC pour un million de francs et au GSF à hauteur de trois millions de francs. ■

Priorités de la DDC

La DDC

- mène diverses activités visant à attirer l'attention des décideurs sur l'assainissement et l'hygiène; elle organise notamment des événements spéciaux sur la gestion de l'hygiène menstruelle, et apporte son soutien aux réunions ministérielles portant sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène.
- travaille avec des ONG suisses pour stimuler l'échange de connaissances et accroître l'impact et l'efficacité des projets dans le secteur de l'eau en général, et dans le domaine de l'assainissement et de l'hygiène en particulier.
- travaille avec de petites start-ups visant à améliorer l'hygiène ainsi que l'accès des personnes les plus pauvres à l'eau

potable et aux installations sanitaires, en aidant ces entreprises à développer des modèles commerciaux qui garantissent leur viabilité.

- soutient la recherche universitaire suisse dans le développement de concepts et de technologies d'assainissement adaptés aux personnes pauvres et marginalisées dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
- encourage les campagnes de sensibilisation à large échelle concernant le lavage des mains et le changement des comportements en Afrique, en impliquant tous les acteurs, notamment les décideurs politiques, le personnel soignant et les écoliers.

Impressum

Publication:

Direction du développement et de la coopération
DDC, Domaine Coopération globale
Freiburgstrasse 130, CH-3003 Berne
deza@eda.admin.ch, www.dfae.admin.ch/ddc

Cette publication est également disponible en allemand et en anglais